

Ben White: Dix réalités à propos des élections en Israël et du vote palestinien

Description

Ben White à 11 mars 2015

[ben-white-2](#)

Le 17 mars, les Israéliens se rendront aux urnes pour   lire un nouveau gouvernement. Voici dix réalités concernant les élections à la Knesset et le vote des Palestiniens.

1    Un Palestinien sur sept peut voter aux élections en Israël.

Un septième seulement de l'ensemble de la population palestinienne vit à l'intérieur des frontières d'Israël avant 1967 et en détient la nationalité. Un tiers vit sous la domination militaire israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et ne peut voter (alors que les colons juifs vivant parmi eux le peuvent). Dans le même temps, près de la moitié des Palestiniens dans leur globalité sont empêchés par Israël de revenir dans leur patrie    expulsés et d  nationalis  s, c  est grâce à leur exclusion forcée que la majorité des citoyens d'Israël sont des juifs.

2    Israël n'a eu jusqu'  ci que deux ministres non juifs.

Depuis la création d'Israël en 1948, il y a eu autour de 600 ministres dans 33 gouvernements. Seuls, deux entre eux, étaient non juifs, et à eux deux, ils ont totalisé environ trois années de fonction.

3    Aucun parti arabe n'a jamais été membre d'une coalition de gouvernement.

Après les élections de 2013, le centriste Yair Lapid a explicitement exclu toute formation d'alliance tactique avec des partis arabes, affirmant qu'il à ne se joindrait pas à une minorité de blocage avec Haneen Zoabi    parlant de la députée palestinienne du parti Balad. Il n'est pas impossible, cependant, que cette fois ils soient invités à participer à une coalition de gouvernement ou, que des députés palestiniens recommandent au Président Reuven Rivlin, Isaac Herzog de l'Union sioniste, le principal challenger de Netanyahu, comme Premier ministre.

4    On s'attend à une plus grande participation des Palestiniens au vote.

La participation au vote chez les citoyens palestiniens d'Israël devrait augmenter et pourrait revenir à des niveaux jamais vus depuis les années 1990. En 2013, la participation était de 56 % ; et en 1999 de 75 %. L'un des facteurs déterminants en est la décision des partis arabes de former une alliance avec la Liste commune (Balad, Ta  al, Liste arabe unie, et Hadash, un parti mixte juif-arabe).

5    Certaines factions palestiniennes exhortent à un boycott des élections à la Knesset.

Les groupes politiques qui prÃ©conisent un boycott des Ã©lections comprennent la branche nord du Mouvement islamique, dirigÃ©e par Sheikh Raed Salah, et le mouvement Abnâ??a el-Balad, ainsi que des militants politiques non adhÃ©rents et des militants Ã©tudiants.

6 â?? La Liste commune des partis arabes va donner un coup de fouet aux votes.

En 2013, les partis arabes ont obtenu un total de 11 siÃ©ges Ã la Knesset. Cette fois, la Liste commune pourrait obtenir jusqu'Ã 15 dÃ©putÃ©s dans le nouveau parlement. Le nouveau seuil Ã©lectoral est 3,25 % des voix, contre 2 % la derniÃ¨re fois.

7 â?? Les Ã©lecteurs palestiniens ont comme prÃ©occupation, lâ??emploi, lâ??Ã©ducation, la discrimination.

Les principaux problÃ©mes auxquels sont confrontÃ©s les citoyens palestiniens d'IsraÃ«l sont les prÃ©occupations d'ordre Ã©conomique (par exemple, le chÃ´mage et la crÃ©ation d'emploi), lâ??Ã©ducation, les restrictions en matiÃ¨re d'amÃ©nagement urbain et rÃ©gional, les dÃ©molitions de maisons (surtout dans le NÃ©guev), la lÃ©gislation raciste ou ultra-nationaliste, ainsi que les autres questions rÃ©sultant de la discrimination structurelle que subissent les non-juifs.

8 â?? La candidature de la dÃ©putÃ©e palestinienne Haneen Zoabi a d'abord Ã©tÃ© rejetÃ©e.

La Commission Ã©lectorale centrale d'IsraÃ«l a votÃ© lâ??interdiction pour deux candidats : Haneen Zoabi â?? 27 voix pour et 6 contre â?? et le nationaliste juif d'extrÃªme droite Baruch Marzel â?? 17 voix pour et 16 contre. Les deux dÃ©cisions ont Ã©tÃ© cassÃ©es par la Cour suprÃªme, alors mÃªme que lâ??Ã©viction de Zoabi avait Ã©tÃ© appuyÃ©e par la plupart des candidats â?? notamment Isaac Herzog de lâ??Union sioniste. Selon la lÃ©gislation israÃ©lienne, un candidat ou un parti peuvent Ãªtre interdits Ã des Ã©lections pour, entre autres choses, avoir niÃ© lâ??existence d'IsraÃ«l en tant qu'Ã« Ã©tat juif Ã«.

9 â?? Les rÃ©gles de la Knesset restreignent la capacitÃ© des dÃ©putÃ©s palestiniens Ã remettre en cause la discrimination structurelle.

Selon les rÃ©gles de procÃ©dure de la Knesset, doit Ãªtre rejetÃ©e toute proposition de loi d'opposition qui mine lâ??existence d'IsraÃ«l en tant qu'Ã©tat du peuple juif â?? par opposition Ã tous ses citoyens.

10 â?? Les dÃ©putÃ©s palestiniens sont souvent la cible d'une persÃ©cution politique.

Une fois Ã©lus Ã la Knesset, les dÃ©putÃ©s palestiniens sont frÃ©quemment pris pour cible pour une persÃ©cution Ã caractÃ¨re politique. Dans le passÃ©, cela a inclus des suspensions de leur mandat Ã la Knesset, des enquÃªtes pour s'Ãªtre rendus dans une Ã« Ã©tat ennemi Ã«, et des poursuites pÃ©nales sur la base d'accusations fabriquÃ©es de toutes piÃ©ces. Plus largement, il est notoire que le Shin Bet contrecarre les activitÃ©s de tout groupe cherchant Ã saper le caractÃ¨re juif d'IsraÃ«l, et en 2008, le chef d'alors de lâ??Agence pour la sÃ©curitÃ© intÃ©rieure, Yuval Diskin, a dÃ©clarÃ© aux dirigeants amÃ©ricains que beaucoup dans la Ã« population arabo-israÃ©lienne Ã« abusaient Ã« beaucoup trop Ã« de leurs droits.

Source: [Middle East Monitor](#)

Traduction : JPP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©e
2015/03/13